

§ 3. De voorlopige jaarlijkse subsidie voor werkingskosten als bedoeld in de artikelen 57 tot en met 61 van het besluit van 5 december 2018 wordt aan de dienst toegewezen op basis van de volgende referentienormen:

- 1° categorie 1-dienst: 25.000 euro;
- 2° categorie 2 dienst: 27.500 euro;
- 3° categorie 3 dienst: 30.000 euro;
- 4° categorie 4 dienst: 35.000 euro.

HOOFDSTUK 4 — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 9. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 mei 2014 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor optreden en begeleiding in het kader van de gezinsopvang, wordt opgeheven.

Art. 10. De diensten die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit een facultatieve toelage genieten voor de uitvoering van de opdracht van peetouder die overeenkomstig dit besluit als begeleidingsdiensten voor peetouders wensen te worden goedgekeurd, dienen uiterlijk drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit een aanvraag tot erkenning in.

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 2019.

Art. 12. De minister bevoegd voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 maart 2019.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitieuizen, Sport en Promotie van Brussel,
R. MADRANE

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/12813]

12 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 28 juin 2018 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et visant à la transparence des établissements non reconnus

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les articles 14/2, 14/3 et 14/6, insérés par le décret du 28 juin 2018 ;

Vu le « test genre » du 14 octobre 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 novembre 2018 ;

Vu l'avis de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur en application de l'article 21, alinéa 1, 1°, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, donné le 12 février 2019 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 4 mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale ;

Après délibération,

CHAPITRE I. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Le présent arrêté porte exécution des articles 14/2, 14/3 et 14/6 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

CHAPITRE II. — *Définitions*

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° décret : décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

2° établissements d'enseignement supérieur reconnus par la Communauté française : établissements visés aux articles 10 à 13 du décret ;

3° établissement d'enseignement non reconnu par la Communauté française, ci-après dénommé établissement : établissement visé à l'article 14/1 du décret ;

4° Administration : la Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique;

5° Ministre : selon le cas, le Ministre en charge de l'Enseignement supérieur ou le Ministre en charge de l'Enseignement de promotion sociale.

CHAPITRE III. — *Dispositif portant exécution de l'article 14/2 et de l'article 14/3, § 1^{er}, in fine, et § 2, in fine du décret*

Art. 3. Un cadastre des établissements d'enseignement supérieur reconnu par la Communauté française est publié et actualisé annuellement s'il échet par l'Administration via le site internet du Ministère de la Communauté française dédié à l'enseignement supérieur.

Art. 4. § 1^{er}. L'Administration tient, en interne, un cadastre des établissements non reconnus par la Communauté française.

§ 2. Pour le 15 septembre de chaque année, tout établissement visé au § 1^{er} du présent article déclare son activité par une notification, dont le modèle figure à l'annexe I du présent arrêté, et adressée à l'Administration selon les formalités qu'elle a communiquées.

Dès réception de l'ensemble des éléments constituant la notification, l'Administration adresse à l'établissement une attestation de notification, dont le modèle figure à l'annexe II du présent arrêté.

Cette attestation de notification ne préjuge pas de la conformité de l'établissement aux obligations prévues aux articles 14 et 14/4 du décret.

CHAPITRE IV. — *Dispositif portant exécution de l'article 14/6, § 4, du décret**Section 1. — Ouverture d'une procédure administrative*

Art. 5. Tout fait commis par un établissement susceptible de constituer un manquement aux obligations prévues aux articles 14, 14/3, § 1^{er}, 14/4, §§ 1^{er} et 2, du décret engendre, à son encontre, l'ouverture d'une procédure administrative.

L'Administration notifie à l'établissement concerné, par envoi recommandé, les éléments qui suivent :

1° une motivation du manquement reproché accompagnée des documents y relatifs;

2° l'article du décret dont le manquement est reproché;

3° la mention de la possibilité de formuler à l'Administration des observations écrites dans un délai de 30 jours ouvrables à dater de la notification visée au présent article.

Art. 6. Au terme du délai visé à l'article 5, alinéa 2, 3°, l'Administration remet au Ministre dans les 30 jours ouvrables un avis motivé quant au respect des obligations prévues aux articles 14, 14/3, § 1^{er}, 14/4, § 1^{er} ou § 2, du décret.

Art. 7. Au plus tard dans les 60 jours ouvrables suivant l'avis de l'Administration visé à l'article 6, le Ministre notifie sa décision, par envoi recommandé, à l'établissement concerné.

En cas de non-respect des obligations visées aux articles 14, 14/3, § 1^{er}, 14/4, § 1^{er} ou § 2, du décret, les critères suivants sont pris en considération par le Ministre pour déterminer le montant des amendes administratives prévues à l'article 14/6 du décret :

1° les antécédents éventuels de l'établissement concerné en matière de manquement aux obligations prévues par le décret ;

2° la nature du manquement constaté;

3° les justifications éventuelles apportées par l'établissement concerné.

Dans ce cas, la décision du Ministre contient une invitation à payer l'amende administrative dans un délai de 60 jours ouvrables à dater de celle-ci.

Section 2. — Modalités de perception des amendes administratives

Art. 8. L'Administration est chargée de la perception des amendes administratives prévues à l'article 7.

Art. 9. § 1^{er}. En cas de non-paiement de l'amende administrative dans le délai visé à l'article 7, alinéa 3, l'Administration dresse une contrainte à l'expiration des 60 jours ouvrables qui suit l'échéance de paiement.

§ 2. La contrainte est exécutoire dans les huit jours de la signification de celle-ci à l'établissement concerné.

Elle est exécutée par huissier de justice dans les formes prévues par le Code judiciaire.

L'exécution de la contrainte ne peut être suspendue que par une opposition motivée avec citation en justice. A peine de déchéance, cette opposition est faite par exploit signifié au cabinet du Ministre, dans le mois de la signification de la contrainte. L'action est portée devant le tribunal dans le ressort duquel est situé, selon le cas, la résidence habituelle ou le siège social de l'établissement concerné.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2019.

Art. 11. Le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses compétences est chargé d'exécuter le présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 12 avril 2019.

Le Ministre-Président en charge de l'Egalité des Chances et des Droits des Femmes,

R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

ANNEXE I :

Modèle de notification visé à l'article 4, § 2, alinéa 1^{er}, du présent arrêté

Notification en application de l'article 14/3, § 1^{er}, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études

Cette notification est envoyée à l'adresse suivante pour le 15 septembre au plus tard : Ministère de la Communauté française, Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique, Rue A. Lavallée, 1 à 1080 Bruxelles.

		<i>Rubriques à compléter</i>
1	Dénomination de l'établissement	
2	Adresse du siège social	
3	Adresse des implantations	
4	Forme/statut juridique de l'établissement et date de l'acte constitutif de société ainsi que la copie des statuts	
5	N° et date d'enregistrement à la Banque - Carrefour des Entreprises	
6	Objet social	
7	Personne responsable de l'établissement - coordonnées	
8.	Informations au public	<p>a. Page d'accueil du site internet <i>Prière d'annexer celle-ci à la présente notification et de mettre en évidence à même la pièce précitée, la mention suivante « Etablissement et diplômes non reconnus par la Communauté française de Belgique ». Le cas échéant, la mention peut être complétée par une référence explicite à la législation étrangère sur base de laquelle le diplôme est délivré. Cette mention figure en caractères gras et dans un cadre distinct du texte, au recto de la première page.</i></p> <p>b. Autre(s) type(s) de communication sans préjudice des rubriques 9, 10 et 11 <i>Prière d'annexer celle(s)-ci à la présente avec, en évidence, la mention « Etablissement et diplôme non reconnus par la Communauté française de Belgique ». Le cas échéant, la mention peut être complétée par une référence explicite à la législation étrangère sur base de laquelle le diplôme est délivré. Cette mention lorsqu'elle est écrite sur un support quel qu'il soit, figure en caractères gras et dans un cadre distinct du texte, au recto de la première page.</i></p>
9.	Formations organisées Pour chaque formation, préciser : a) L'intitulé b) Le nombre d'années d'études/ de crédits c) Le modèle de diplôme et le titre délivré d) La langue dans laquelle la formation est organisée	
10	Modèle du document remis par l'établissement à l'étudiant lors de son inscription en application de l'article 14/4, § 2 du décret du 7 novembre 2013 susvisé	<i>Prière d'annexer celui-ci à la présente et de mettre en évidence à même la pièce précitée, la mention suivante « Etablissement et diplôme non reconnus par la Communauté française de Belgique ». Le cas échéant, la mention peut être complétée par une référence explicite à la législation étrangère sur base de laquelle le diplôme est délivré. Cette mention figure en caractères gras et dans un cadre distinct du texte, au recto de la première page.</i>
11	Règlement d'ordre intérieur de l'établissement	<i>Prière d'annexer celui-ci à la présente, s'il échet.</i>

Fait à ... , le ...

Signature du responsable de l'établissement

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 2019 portant exécution du décret du 28 juin 2018 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et visant à la transparence des établissements non reconnus
 Bruxelles, le 12 avril 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Egalité des Chances et des Droits des Femmes,
 R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
 de la Recherche et des Médias,

J-Cl. MARCOURT

ANNEXE II :

Modèle d'attestation de notification visé à l'article 4, § 2, alinéa 2, du présent arrêté

ATTESTATION de NOTIFICATION délivrée en application de l'article 14/3, § 2, alinéa 2, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études

Je soussigné(e) ... (1) certifie que ... (2) a satisfait à l'obligation imposée par l'article 14/3, § 1^{er} du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, de notifier au Gouvernement son activité pour le 15 septembre.

Cette attestation de notification ne préjuge pas de la conformité dudit établissement aux obligations prévues aux articles 14 et 14/4 du décret susvisé.

Fait à Bruxelles, le ... (3)

Signature

(1) : Directeur(trice) général(e) de la Direction générale de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement tout au long de la vie et de la Recherche scientifique.

(2) : Mentionner la dénomination et le siège social de l'établissement concerné.

(3) : Mentionner la date.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 avril 2019 portant exécution du décret du 28 juin 2018 modifiant le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études et visant à la transparence des établissements non reconnus.

Bruxelles, le 12 avril 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Egalité des Chances et des Droits des Femmes,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,
de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/12813]

12 APRIL 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 28 juni 2018 houdende wijziging van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies en met als doel de doorzichtigheid van de niet-erkende instellingen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, de artikelen 14/2, 14/3 en 14/6, ingevoegd bij het decreet van 28 juni 2018;

Gelet op de gendertest, op 14 oktober 2018 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 november 2018;

Gelet op het advies van ARES, met toepassing van artikel 21, eerste lid, 1°, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, gegeven op 12 februari 2019;

Gelet op de aanvraag om advies binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 4 maart 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de afwezigheid aan communicatie van het advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs en van de Minister van Onderwijs voor sociale promotie;
Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Dit besluit geeft uitvoering aan de artikelen 14/2, 14/3 en 14/6 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.

HOOFDSTUK II — *Definities*

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° decreet: het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

2° instellingen voor hoger onderwijs die door de Franse Gemeenschap zijn erkend: instellingen als bedoeld in de artikelen 10 tot en met 13 van het decreet;

3° een niet door de Franse Gemeenschap erkende onderwijsinstelling, hierna "instelling" genoemd: een instelling als bedoeld in artikel 14/1, van het decreet;

4° Administratie: de Algemene directie Hoger onderwijs, Leven lang leren en Wetenschappelijk Onderzoek;

5° minister: respectievelijk de Minister belast met het Hoger Onderwijs of de Minister belast met het Onderwijs voor Sociale Promotie.

HOOFDSTUK III — *Uitvoeringsbepalingen van de artikelen 14/2 en 14/3, § 1, in fine, en § 2, in fine, van het decreet*

Art. 3. Er wordt een kadaster van door de Franse Gemeenschap erkende instellingen voor hoger onderwijs gepubliceerd en zo nodig jaarlijks door de Administratie bijgewerkt via de website van het Ministerie van de Franse Gemeenschap bestemd voor het hoger onderwijs.

Art. 4. § 1. De administratie houdt intern een kadaster bij van instellingen die niet door de Franse Gemeenschap worden erkend.

§ 2. Iedere in § 1 van dit artikel bedoelde instelling geeft jaarlijks uiterlijk op 15 september haar werkzaamheden aan door middel van een kennisgeving, waarvan het model is opgenomen in bijlage I bij dit besluit, en die aan de Administratie wordt gericht overeenkomstig de formaliteiten die zij heeft meegedeeld.

Na ontvangst van alle elementen van de kennisgeving zendt de Administratie de instelling een attest van kennisgeving toe, waarvan het model in bijlage II bij dit besluit is opgenomen.

Dit kennisgevingsattest doet geen afbreuk aan de naleving door de instelling van de verplichtingen van de artikelen 14 en 14/4 van het decreet.

HOOFDSTUK IV — *Uitvoeringsbepalingen van artikel 14/6, § 4, van het decreet**Afdeling 1 — Inleiding van een administratieve procedure*

Art. 5. Elke handeling van een instelling die een inbreuk kan vormen op de verplichtingen bepaald in de artikelen 14, 14/3, § 1, 14/4, §§ 1 en 2 van het decreet, leidt tot de inleiding van een administratieve procedure tegen haar.

De administratie stelt de betrokken inrichting per aangetekende brief in kennis van de volgende elementen:

- 1° een uiteenzetting van de redenen voor de vermeende inbreuk, samen met de relevante documenten;
- 2° het artikel van het decreet waarvan wordt beweerd dat de verplichting tot nakomen niet in acht is genomen;
- 3° een verwijzing naar de mogelijkheid om binnen 30 werkdagen na de in dit artikel bedoelde kennisgeving schriftelijke opmerkingen bij de Administratie in te dienen.

Art. 6. Bij het verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 5, tweede lid, 3°, brengt de Administratie binnen 30 werkdagen aan de Minister een met redenen omkleed advies uit over de naleving van de verplichtingen bedoeld in de artikelen 14, 14/3, § 1, 14/4, § 1 of § 2 van het decreet.

Art. 7. Uiterlijk binnen 60 werkdagen na het advies van de Administratie, bedoeld in artikel 6, stelt de Minister de betrokken instelling per aangetekend schrijven in kennis van zijn beslissing.

In geval van niet-naleving van de verplichtingen, bedoeld in de artikelen 14, 14/3, § 1, 14/4, § 1 of § 2 van het decreet, neemt de Minister de volgende criteria in acht bij de vaststelling van het bedrag van de administratieve geldboeten, bedoeld in artikel 14/6 van het decreet:

- 1° de mogelijke geschiedenis van de betrokken instelling in termen van niet-naleving van de verplichtingen van het decreet;
- 2° de aard van de vastgestelde inbreuk;
- 3° alle door de betrokken instelling aangevoerde rechtvaardigingen.

In dat geval bevat de beslissing van de minister een uitnodiging tot betaling van de administratieve boete binnen 60 werkdagen na de datum van de beslissing.

Afdeling 2 — Nadere regels voor het innen van administratieve boetes

Art. 8. De Administratie is verantwoordelijk voor de inning van de in artikel 7 bedoelde administratieve boetes.

Art. 9. § 1. Bij niet-betaling van de administratieve geldboete binnen de in artikel 7, lid 3, bedoelde termijn legt de Administratie een dwangsom op na het verstrijken van 60 werkdagen na de betalingstermijn.

§ 2. De verplichting is uitvoerbaar binnen acht dagen na de kennisgeving ervan aan de betrokken instelling.

Ze wordt uitgevoerd door een gerechtsdeurwaarder in de vorm bepaald in het Gerechtelijk Wetboek.

De uitvoering van de dwangmaatregel kan alleen worden opgeschort door middel van een met redenen omkleed verzet met een dagvaarding voor de rechter. Op straffe van vervallenverklaring wordt dit verzet ingesteld door middel van een aan het kabinet van de Minister betekende dagvaarding binnen een maand na de kennisgeving van de dwangmaatregel. De vordering wordt ingesteld bij de rechter binnen wiens rechtsgebied de gewone verblijfplaats, respectievelijk de maatschappelijke zetel van de betrokken inrichting is gelegen.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2019.

Art. 11. De Minister die hoger onderwijs in zijn bevoegdheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gedaan te Brussel, 12 april 2019.

De Minister-President belast met Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie,
Onderzoek en Media,
J.-C. MARCOURT